

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 23 septembre 2025

N° 2025.06.11

Objet: FONCTION PUBLIQUE - Mise à disposition d'un agent communal auprès du CCAS

Date de Convocation Le vingt-trois septembre deux mille vingt-cinq, à vingt heures, les membres du Conseil

Municipal, légalement convoqués le dix-sept septembre deux mille vingt-cinq, se sont réunis en séance ordinaire à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Laurent RICHARD,

Maire.

Nombre de conseillers

Le 17 septembre 2025

**Etaient présents :** 

En exercice: 23 M. Laurent RICHARD, Maire,

Mme Guylène BIGOT, M. Pierre LATOURRETTE, Mme Sandrine PERROUD,

Présents: 13 M. Alain JAOUEN, Mme Bénédicte BEYENS, Maires-adjoints,

M. Philippe BEAUVAIS, M. Alain BARON, M. Frédéric GRILLET, Mme Béatrice ODINK,

Mme Martine DELIGEON, Mme Sophie RANDUINEAU, Mme Christelle ROMEO,

Conseillers Municipaux.

Représentés: 06

Absents:

04

Pouvoirs:

Votants: 19 Mme Katia PREVOST à M. Laurent RICHARD,

M. Daniel BATARD à M. Philippe BEAUVAIS,

M. Eric HENNEGUELLE à Mme Bénédicte BEYENS.

M. Alain SALMON à Mme Guylène BIGOT,

M. Dominique GALLOT à Mme Martine DELIGEON,

Mme Karine WITTMANN-TENEZE à M. Frédéric GRILLET.

Absents excusés: Mme Cécile LE TELLIER, Mme Katia CHAUVET, Mme Silvia GOHIER-

VALERIOT et M. Hervé CALAS

Secrétaire de séance : M. Alain JAOUEN

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'un agent titulaire de la ville de Monts est mis à disposition depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 auprès du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS). La dernière convention de mise à disposition arrive à échéance le 31 décembre 2025.

Il est proposé de renouveler cette convention à compter du 1er janvier 2026 pour une nouvelle période de 3 ans.

**Vu** le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L.2121-29 indiquant que le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune ;

Vu le code général de la fonction publique ;

**Vu** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

**Vu** la délibération n° 2022.02.04 du 1<sup>er</sup> février 2022 portant mise à disposition d'un agent communal auprès du CCAS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 pour une période de 3 ans renouvelable ;

**Vu** le projet de convention annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 11 septembre 2025 ;

**Considérant** le courrier en date du 20 août 2025 de l'agent indiquant son accord pour cette mise à disposition, pour une durée de 3 ans, à raison de 100 % de son temps de travail, à compter du 1er janvier 2026 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non-complet nécessaire au fonctionnement des services ;

**Considérant** la nécessité d'établir une nouvelle convention de mise à disposition fixant les modalités de compensation financière par le CCAS à la Commune ;

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité,

- **D'approuver** les termes de la convention fixant les conditions de mise à disposition de l'agent entre la commune de Monts et le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Monts ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité à mettre au point et à signer tous les actes et pièces nécessaires à la réalisation de cette opération et notamment à signer ladite convention ;
- De dire qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa transmission aux services de l'État. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale (28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="https://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>.

Pour extrait conforme.

Le secrétaire de séance, Alain JAOUEN Le Maire, Laurent RICHARD

